

marches-securises.fr

PUBLICATION

**ÉTABLISSEMENT**

**La Seyne sur Mer - Service
Marchés Publics (83)**
Hôtel de Ville
Quai Saturnin Fabre
83500 La Seyne sur Mer

**AVIS DE MARCHÉ
FOURNITURES****Organisme acheteur**

Ville de la Seyne sur Mer, Commande Publique, Hôtel de Ville 20 Quai Saturnin Fabre CS60226, 83507 La Seyne sur Mer, pays_ISO3166_FRA. Tel : +33 494069593. Fax : +33 494069593. E-mail : marches-publics@la-seyne.fr.

Adresse(s) internet

Adresse générale de l'organisme acheteur : <http://www.la-seyne.fr>
Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Objet du marché

Relance du marché de location, pose et dépose de 30 chalets en bois pour le marché de Noël

Lieu de livraison

Parc de la Navale 83500 La Seyne sur Mer

Caractéristiques**Type de procédure :**

Procédure adaptée.

Caractéristiques principales :

La marché a pour objet la location, pose et dépose de 30 chalets en bois de dimensions différentes, éclairés et alimentés électriquement et dont les caractéristiques minimales sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Il s'agit de la relance d'une consultation infructueuse ayant le même objet. Le cahier des charges techniques particulières a été modifié, notamment pour ôter toute prestation de maintenance, et revoir certaines caractéristiques techniques des chalets.

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) :

Le marché est passé à prix global et forfaitaire pour la location des 30 chalets sur la durée du marché de Noël, période de montage et démontage comprise.

Le marché de Noël se tiendra prévisionnellement du 13 décembre 2024 au 29 décembre 2024.

Après notification du marché, le service événementiel et le titulaire conviendront d'un planning des dates définitives de pose/montage, exploitation et dépose/évacuation des chalets.

Le titulaire interviendra 4 jours avant le commencement de la manifestation, suivant les dates convenues avec le service événementiel, afin de livrer, poser, monter et rendre fonctionnel l'ensemble des chalets, soit prévisionnellement le 9 décembre 2024.

Des variantes seront prises en considération : Non**Division en lots : Non****Durée du marché ou délai d'exécution**

A compter du : 09 décembre 2024. Jusqu'au : 31 décembre 2024.

Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

Vendredi 29 novembre 2024 - 12:00

Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en mois : 4 (à compter de la date limite de réception des offres).

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services)

09 décembre 2024

Conditions relatives au marché

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française

Français.

Unité monétaire utilisée : Euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par l'organisme acheteur

40MAPA03/2024

Renseignements complémentaires :

- avant la conclusion du contrat, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé précontractuel dans les conditions des articles L. 551-1 et suivants du code de justice administrative ;
- à compter de sa signature, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative ;
- le tribunal administratif peut en outre être saisi d'un recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans des conditions définies par le Conseil d'Etat dans sa décision Département de Tarn-Et-Garonne du 4 avril 2014 (no 358994).

Adresses complémentaires

Date d'envoi du présent avis

14 novembre 2024